

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 17 (1959)
Heft: 1

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bibliographie

La coexistence pacifique¹

Après avoir atteint les sommets de la macroéconomie, être devenu, dans un ciel serein, l'observateur et le commentateur autorisé de la croissance et de la progression, François Perroux, dont l'enseignement au Collège de France et les travaux font autorité dans le monde, aborde un problème d'actualité brûlante. Le titre de son ouvrage monumental semble évoquer l'alternative politique posée aux deux grands blocs : conflit ou *modus vivendi* ? Et cependant l'éminent économiste et sociologue ne dévie pas. Sa « spécialité » est aussi inséparable de la politique que la nôtre, les finances, l'est de la psychologie. Et puis, c'est le sous-titre du second volume, « Pôles de développement ou nations ? », qui constitue à la fois le centre de gravité de sa puissante pensée et la charpente du livre.

Après avoir analysé dans le premier volume la double crise, celle du capitalisme et celle du communisme, Perroux en arrive au seuil du second, à son idée dominante : « L'idée même de l'économie nationale doit être remise en question et, du même coup, celle d'une séparation simple entre « ce qui est intérieur » et « ce qui est extérieur. » Une évolution inéluctable semble mettre en cause les concepts de la souveraineté territoriale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « Le fait est qu'aujourd'hui, tous les grands centres de production d'énergie, de matières premières, d'industries lourdes ont vocation d'échanger sur des espaces bien plus vastes que les nations. Ils sont gérés ou bien par des intérêts nationaux ou bien par des groupes financiers internationaux, dans le monde occidental. Ils sont gérés par des pouvoirs nationaux et — en gros — dominés par la Russie soviétique, dans le camp de l'Est. Une orientation durable des trafics des pôles de l'Est résulte de cette dernière circonstance qui prive les pôles de l'Ouest de leurs zones d'expansion.

« Les économies modernes créent sur leur territoire, *ou à l'extérieur*, des ensembles d'unités de production données, ou d'unités de production complémentaires et de moyens de transports. Des deux côtés du prétendu rideau de fer, une distinction s'impose entre pays-foyers et pays-affiliés. Aux relations entre firmes d'une part, de nations d'autre part, se substituent des rapports entre « industries structurées », d'un côté, groupes de pays de l'autre, sous le signe de

¹ F. PERROUX : *La coexistence pacifique* ; vol. I : *Industrialisés ou non-industrialisés ?* ; vol. II : *Pôles de développement ou nations ?* ; vol. III : *Guerre ou partage du pain ?* ; Presses universitaires de France, Paris 1958, 666 p.

l'inégalité. Pourquoi ne pas abandonner le concept dépassé (xviii^e siècle) de la souveraineté territoriale, pour préparer celui (encore à l'état d'idéologie) de la souveraineté des peuples sur les pôles de développement ? »

Ce qui frappe dans cet ouvrage « global » c'est la référence aux maîtres qui ont marqué l'auteur et l'assemblage des conclusions par lui formulées dans ses études antérieures « spécifiées ». Le nom de Joseph Schumpeter est souvent mentionné, l'Europe sans rivages ressuscitée. Le terme « Marché commun » est équivoque, en ce sens qu'il met l'accent sur l'échange et surtout sur le libre-échange, comme s'il n'était pas alourdi par deux zones de développement dominantes (Ruhr et Benelux), menacé par les monopoles, alors que le « nationalisme » des Etats membres subsiste. « Comme l'extension des pôles existants et la création de pôles nouveaux sont subordonnées, dans une large mesure, à des interventions publiques, les inégalités cumulatives entre *nations* s'accuseront entre les membres de la Communauté européenne. » L'Europe des Dix-Sept, membres de l'OECE, échappera-t-elle à ces contradictions, s'élèvera-t-elle, entre le bloc des Etats-Unis et le bloc soviétique, au rang du troisième foyer de développement ? La question est pour le moins posée.

L'étude des deux « ensembles » réels obéit au même plan. Pour l'Est aussi une distinction est faite entre pays-foyers et pays-affiliés.

Parallèlement à l'exposé de la crise du capitalisme et à la contradiction de la société industrielle dans l'Ouest, en pleine transformation, l'auteur a expliqué dans le premier volume de l'ouvrage la crise du socialisme soviétique et les contradictions d'une société industrielle en formation. Relevons à ce propos deux faiblesses du régime : la dissociation entre les flux des biens et ceux de la monnaie sur le plan intérieur, le bilatéralisme des relations commerciales avec les satellites sur le plan extérieur ¹. Le chapitre consacré, dans le second volume, au commerce Est-Ouest sous l'angle des pôles de développement est un des plus pénétrants du livre, qui commande le thème du troisième volume. Les modalités de la coexistence y sont examinées sous trois angles : développement de l'économie mondiale, tâches élémentaires de l'économie des hommes, apparition des pouvoirs mondiaux. Rappelons à ce propos que le livre de François Perroux ne néglige nullement la tendance, dans les deux blocs, au régionalisme qui est à certains égards incompatible avec la politique d'intégration pluri-nationale commandée par les pôles de développement. Nous ne pouvons que mentionner la concurrence que se font les deux ensembles, américain et russe, pour l'aide au développement des pays dits sous-évolus, parallèle à la concurrence en matière d'armement (vol. III).

Le concept même des pôles et la négation de plus en plus marquée des idéologies territoriales et nationales dictent la conclusion. « Nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves, menace sur l'espèce ? » Ces intitulés de chapitre soulèvent l'angoissante question de savoir si, au moment où des pouvoirs mondiaux font leur apparition, il est possible de concevoir et de

¹ Pourquoi l'URSS maintient-elle ou impose-t-elle les relations bilatérales entre partenaires (la compensation multilatérale étant l'exception) ? « Parce qu'ayant avantage à former et à accroître son propre bloc, elle ne pouvait accepter la formation ni l'agrandissement d'un autre bloc. »

construire une économie humaine, une « économie généralisée » dont le capitalisme et le communisme seraient des cas particuliers ? Sur le plan politique, inséparable du sujet, François Perroux ne pouvait aller au-delà d'un acte de foi dans la vertu positive des mouvements mondialistes. En économiste, il lui revenait de souligner la nécessité d'un plan de développement mondial, repérant les pôles, zones et axes de développement afin de — c'est tout le sujet — réagir contre les distorsions de ressources résultant du découpage même des nations et des quasi-monopoles institués par les constellations de pays-foyers et de pays-satellites, et de faire contrepoids aux plans dressés par les grands monopoles plurinationaux ou a-nationaux.

L'envolée de notre collègue et ami fascinera les uns, heurtera les autres. La politique de grandeur nationale de tel Etat, le réveil du nationalisme dans la quasi-totalité des pays sous-évolus, leur résistance au « développement du dehors », l'idéologie communautaire de l'Europe, provoqueront des réactions et des réserves. Mais personne ne restera insensible à la qualité maîtresse de François Perroux, la puissance de sa pensée. Nous lui savons personnellement gré d'avoir grandement enrichi nos *connaissances*.

HENRY LAUFENBURGER.

La nature sociale¹

Le développement de la science a entraîné un compartimentage plus marqué de la connaissance. Il en résulte que le spécialiste lui-même ne peut embrasser la réalité sociale dans son ensemble.

Dans son récent ouvrage *La nature sociale*, M. Sauvy étudie les différents aspects des problèmes que l'homme doit affronter dans la société. L'auteur a pris comme centre de son étude l'homme et c'est à travers lui qu'il examine les essais novateurs rattachés au dilemme réforme ou révolution. D'autre part, il s'attache à détruire les mythes auxquels une longue survivance prête une apparence de vérité. Le mérite de M. Sauvy, dont les talents de vulgarisateur ne sont plus à démontrer, est d'avoir pu traiter une matière aussi riche en aspects variés dans un style volontairement dépouillé de toute logomachie, et d'avoir aéré son texte grâce à de fréquents emprunts aux grands littérateurs, montrant ainsi que si la nature ne fait pas de saut, la pensée humaine assure elle aussi sa continuité.

Très tôt, l'homme affirme son besoin de commander. Dès sa naissance, le bébé prend conscience du pouvoir de ses cris. Chacun exerce son droit avec âpreté. Mais un mauvais exercice du pouvoir fait naître de faux droits dont les abus s'étendent à de nombreux domaines, et, en particulier, à la fiscalité. Dans les réactions de défense, une même attitude se retrouve chez l'ouvrier et le patron, qui se réfèrent à un argument identique pour faire valoir leurs « droits » : l'intérêt général. Lorsque la conjoncture est favorable, le patron

¹ A. SAUVY : *La nature sociale*. Ed. A. Colin, Paris 1957, 291 p.

refuse toute amélioration sociale, car ce serait, dit-il, freiner son programme d'investissements. Lorsque la conjoncture est défavorable, il s'élèvera avec autant de sincérité contre tout changement, car ce serait le condamner à fermer son usine et à provoquer du chômage. La même attitude se retrouve chez l'ouvrier. Au nom d'une justification théorique, il réclamera une hausse des salaires qui entraînera un renchérissement des biens de consommation ou une réduction des heures de travail, provoquant un déséquilibre dont il sera le premier à souffrir.

Au nom de la liberté, les uns réclament « l'enseignement libéré de la tutelle cléricale », les autres « l'enseignement libre ». Et le planteur ségrégationniste s'affirmera défenseur du monde libre.

Il existe chez l'individu un « besoin de mécontentement » alimenté par les mythes que l'on retrouve inchangés à chaque époque, Mythe de l'âge d'or, offrant un refuge facile au mécontentement, riche en espoir idéaliste. Mythe des robustes vieillards qui devaient vivre au temps de l'abondance et de la vie facile. Pourtant les analyses économiques et démographiques indiquent clairement le progrès obtenu en un demi-siècle pour la satisfaction des besoins humains. La gérontologie fait apparaître les graves problèmes dus au vieillissement de la population.

Décidés à se retrancher dans le mécontentement, conservateurs et révolutionnaires s'allient pour faire échouer les réformes nécessaires, les uns par des extensions révolutionnaires, les autres par des objections réformistes.

Se croyant ainsi à l'abri du danger, l'homme se condamne à persévérer dans l'erreur. La propagande supprime le raisonnement ; considérée comme un mal nécessaire, elle n'a d'autre but que de créer une situation dangereuse, mais à l'abri du facteur temps.

La croyance au franc-germinal, à une monnaie forte et immuable a été la cause d'un retard économique, du déséquilibre des échanges internationaux et, pour finir, de la crise des années 30. L'alcool considéré comme une boisson hygiénique, le traditionnel « à votre santé » coûtent cher à la nation.

Le mythe de la grandeur, en empêchant toute transformation évolutive, engendre outre-mer les révolutions des anciennes colonies.

La France dispose d'une remarquable documentation précise, et techniquement parfaitement mise au point. Nulle part au monde, la comptabilité nationale ne dispose d'une telle avance. Mais ces informations ne sont accessibles qu'à de rares spécialistes. Il convient donc d'organiser une vulgarisation scientifique obéissant aux trois impératifs : agrément, clarté, fidélité.

M. Sauvy a eu le mérite d'examiner la situation politique, économique et sociale de son pays, d'en dégager les données permanentes et d'indiquer les remèdes qui, selon lui, pourraient consolider la démocratie.

« La démocratie n'est qu'un rêve en l'absence d'*information* des gouvernés. » Ce « sauvysme » est tout un programme.

CLAUDE GUETTA.

La monnaie et l'opinion publique¹

En même temps qu'étude historique d'une période économique des plus mouvementées, le livre de Mlle Perrot est surtout une comparaison des réactions psychologiques du peuple français et du peuple britannique, en face des phénomènes monétaires.

A défaut de sondages de l'opinion publique pour la période examinée, l'auteur a dû se rabattre sur les extraits de la presse, qui sont censés refléter les réactions de l'opinion. La presse exprime l'opinion de ses lecteurs tout en formant cette opinion.

Un dépouillement des journaux étant impossible pour une longue période, Mlle Perrot a choisi, pour l'Angleterre, la période du retour de la livre à l'or (1925) et celle de l'abandon de l'étalon-or (1931) ; pour la France, la période de l'inflation (1924-1926) et celle de la déflation qui a abouti à l'abandon de l'or (1931-1936).

Tout en séparant l'histoire monétaire de chacun de ces pays, l'auteur fait d'utiles comparaisons entre les périodes étudiées, et les différences de caractère des deux peuples sont fréquemment mises en évidence. Cette étude rappelle les principaux faits économiques, elle donne d'excellentes statistiques et présente l'opinion, dans la presse, du gouvernement, de l'opposition, des industriels, des banquiers, des gens du peuple.

L'Angleterre était unanime à souhaiter le retour à l'or en 1925 : les financiers en particulier espéraient rendre à Londres sa position d'avant 1914 ; les industriels, parce qu'ils faisaient confiance aux banquiers et croyaient au retour des capitaux étrangers ; l'opinion publique, pour des raisons de moralité et de prestige national ; tous enfin parce que cette politique avait fait ses preuves avant 1914.

Au contraire, en 1931, l'Angleterre est aussi opposée à l'étalon-or qu'elle l'avait défendu en 1925, et presque pour les mêmes raisons. L'auteur saisit l'occasion pour analyser les idées du peuple et sa conception simpliste de ces problèmes. Le budget national se ramène pour l'homme de la rue au budget familial, la crise des changes et le déséquilibre de la balance du commerce extérieur évoquent pour lui le danger de famine. Mais en même temps le public ignore le problème de l'inflation et de la dévaluation, il reste optimiste et confiant quand on lui dit que l'or a abandonné la livre.

En France aussi, les idées ne sont pas plus claires : les partis politiques utilisent les arguments économiques à des fins électorales et influencent le public à l'aide d'une presse tendancieuse. Pendant la période de l'inflation, au lieu de rechercher les causes profondes du phénomène, on ne voit que ses manifestations extérieures : diminution de l'encaisse-or, augmentation de la circulation fiduciaire, déséquilibre budgétaire ; au lieu de guérir le mal, on cherche des responsables, et on accuse les spéculateurs, nationaux et surtout étrangers, les nouveaux riches, auxquels manque le sens de l'économie et de l'épargne, les socialistes, dont on craint les projets révolutionnaires.

¹ MARGUERITE PERROT : *La monnaie et l'opinion publique en France et en Angleterre, 1924-1936*. Ed. Armand Colin, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques. Paris 1955, 252 p.

Suit la période de la déflation et de la lutte entre partisans et adversaires de la dévaluation. Mais la lutte a un caractère politique et social, plutôt qu'économique : lutte de la bourgeoisie en vue de préserver l'ordre social, appuyée qu'elle était par l'industrie, qui aurait eu cependant tout intérêt à une dévaluation, contre les socialistes et le danger collectiviste.

Les gouvernements des deux pays en question préfèrent suivre une politique qui a fait ses preuves dans le passé, plutôt que de se préoccuper des changements possibles du contexte économique, et, lorsque cette politique échoue, ils rejettent la faute sur des tiers, souvent des puissances étrangères. Le public, mal informé, les croit volontiers.

Or, les réactions du public ne seront pas les mêmes : en Angleterre, il sera prêt à se sacrifier au nom du prestige national en s'imposant des restrictions ; en revanche, en France, le public refusera d'accepter toute mesure qui lui est défavorable, mais sera prodigue de conseils salutaires à l'intention du gouvernement.

Cette étude, menée avec un sens critique très poussé et exprimée en une langue claire et compréhensible, est agréable à lire, sans lourdeur, malgré l'existence de nombreuses citations qui ont pour but de permettre au lecteur de mieux saisir les problèmes abordés.

« En politique monétaire comme en tout autre domaine il est souhaitable qu'une *information* réciproque facilite la collaboration des citoyens et du gouvernement. » C'est ainsi que conclut Mlle Perrot qui souhaite, d'une part, que le peuple soit éclairé par une presse d'information aussi peu tendancieuse que possible pour se faire une opinion de la situation, d'autre part, que le gouvernement tienne compte de cette opinion tout en faisant une politique cadrant avec la conjoncture économique.

NISSIM-ISAAC LÉVIS.

Das Nachkriegsjahrzehnt 1946-1955¹

Il y a différentes façons d'évoquer le passé : le manuel d'histoire qui s'efforce de présenter les faits avec objectivité ; l'ouvrage de synthèse dans lequel l'auteur traite les événements d'une manière personnelle et parfois tendancieuse ; la monographie qui se limite à un événement historique étroitement circonscrit. Il y a encore une autre manière de retracer l'histoire ; elle consiste à se fonder sur des documents très spécialisés, tels que les *newsletters*, qui sont une forme de journalisme, indépendante des quotidiens et peu connue en Europe, mais plus fréquente dans les pays anglo-saxons.

L'ouvrage publié par la Banque Bär & Co. est une sélection de bulletins hebdomadaires que l'on peut précisément classer parmi les *newsletters*. Celles-ci traitent aussi bien de problèmes politiques qu'économiques ou sociologiques. Si, du point de vue politique, les auteurs ne se sont jamais départis de la plus

¹ JULIUS BÄR & Co. : *Das Nachkriegsjahrzehnt 1946-1955*. Ed. Schulthess & Co. AG., Zurich 1956, 360 p.

stricte objectivité, en revanche, ils commentent les faits et les questions économiques en tant que partisans du libre-échange.

Le *Nachkriegsjahrzehnt* est un essai fort réussi ; il retrace les années d'après-guerre en utilisant les bulletins hebdomadaires d'une banque privée. Un précédent ouvrage identique quant à la présentation et qui évoquait l'époque 1936-1946 avait rencontré auprès des lecteurs le meilleur accueil.

Le livre se divise en trois parties. La première est consacrée à la politique et à l'économie mondiales ; elle embrasse des questions aussi diverses que nombreuses parmi lesquelles nous citerons les efforts de la France pour stabiliser sa situation, la guerre de Corée, la CECA, la politique de l'URSS. Par un choix judicieux des bulletins, les auteurs ont accordé une place toute spéciale à l'évolution de certains événements, tels que la conjoncture aux Etats-Unis et l'intégration européenne.

La deuxième partie porte sur la politique et l'économie suisses dont les aspects essentiels ont été seuls retenus et présentés de manière à obtenir une image vivante de la situation de notre pays dans l'après-guerre. Les auteurs se sont efforcés d'indiquer les tendances qu'ils tiennent pour dangereuses ; ainsi ils se prononcent énergiquement contre un protectionnisme trop accentué en faveur de l'agriculture. Se plaçant au point de vue d'une économie libérale, ils se posent en défenseurs — ainsi s'expriment-ils dans la préface — de l'idée démocratique. Cependant, malgré leur préférence marquée pour les conceptions libérales, qui explique certaines prises de position, les faits ne sont pas déformés et les critiques ne prennent jamais un caractère de polémique.

Cette deuxième partie doit permettre au lecteur de se familiariser avec les institutions et les problèmes suisses, car, sans être très détaillée, elle aborde les principaux aspects de notre économie nationale, qui sont commentés avec clarté et de manière incisive.

La dernière partie traite de questions générales relatives à notre époque : formation professionnelle, indice du coût de la vie, exode rural, pour ne prendre que quelques cas. On ne peut qu'apprécier cette excellente évocation d'une période si proche de la nôtre.

Le *Nachkriegsjahrzehnt* n'est pas un livre d'histoire au sens propre du terme. Il n'est pas aussi complet et n'en possède pas la systématique ; mais il n'en a pas non plus la lourdeur. C'est plutôt une représentation vivante des années passées, écrite dans un style alerte, qui prouve que les auteurs ont vécu les événements qu'ils rappellent et en ont soupesé toute l'importance.

WALTER BECKER.

La mesure de l'efficacité publicitaire¹

L'Europe se trouve actuellement dans le domaine de la publicité à un stade où l'empirisme des moyens publicitaires utilisés rend cette publicité souvent inefficace pour l'écoulement d'une production de plus en plus importante et

¹ ROBERT AUSTERN : *La mesure de l'efficacité publicitaire : les techniques américaines et l'Europe*. Ed. Radar et générales S. A., Genève, 1956, 215 p.

tributaire de ses effets. Elle est dans cette situation peu favorable à son économie pour deux raisons, ou plutôt une, car la seconde découle de la première : c'est que les milieux intéressés, en l'occurrence plus particulièrement les producteurs, n'ont pas été assez convaincus de l'utilité d'une bonne publicité. De ce fait, les moyens qu'ils ont employés dans leurs campagnes publicitaires étaient le plus souvent inadaptés au but recherché, faute d'une étude scientifique et rationnelle de ces moyens. Il en est résulté que les sommes engagées, souvent considérables, se révélaient peu rentables, d'où un scepticisme de ces mêmes milieux quant à l'efficacité de la publicité.

Alors que notre continent hésite encore à prendre les mesures qui s'imposent, pour donner à la publicité la place et la confiance qui lui reviennent dans l'organisation d'une entreprise, les États-Unis l'ont fait depuis longtemps. Et on y a pris tellement au sérieux ce domaine que la publicité est en passe de devenir une science, dans la mesure où elle ne l'est pas déjà. Certes, une science en pleine gestation et de ce fait encore instable, mais dont les résultats sont d'ores et déjà bien plus satisfaisants que la publicité empirique et sclérosée de notre vieux continent.

C'est des différentes techniques de cette nouvelle science, grâce auxquelles la publicité peut aspirer à une plus grande et surtout plus sûre efficacité, que nous parle M. Austern dans son ouvrage. La documentation est exclusivement américaine, car — nous dit-il — il n'y a presque pas d'auteurs européens qui se soient occupés de cette question. L'*Advertising Research*, nom sous lequel nous viennent ces techniques d'outre-Atlantique, permet de mesurer l'efficacité des différents moyens publicitaires et par là de mettre au point une bonne publicité.

Néanmoins, l'auteur nous met en garde contre une conception trop absolue du mot science appliqué à ces techniques : « L'*Advertising Research* n'est pas une science pure, ni un but en elle-même : sa fonction est de servir la publicité, de résoudre les problèmes qui se posent à ceux qui touchent à la publicité, de façon non tellement scientifiquement parfaite que pratiquement satisfaisante. »

Dans une première partie, après une introduction, il présente le problème en suivant d'un bout à l'autre le déroulement classique d'une campagne publicitaire aux USA, afin de situer dans le cadre des événements les techniques qui sont au centre de son étude.

La deuxième partie est consacrée aux techniques proprement dites, qu'il nous décrit en soulignant les avantages et inconvénients de chacune d'elles. Il serait trop long de les exposer toutes dans cette brève analyse de l'ouvrage, aussi nous contenterons-nous d'en donner les grandes lignes. Ces techniques se divisent en deux groupes principaux : d'une part, les tests préliminaires qui ont pour but de supputer les chances de succès d'une campagne publicitaire, d'autre part, les tests d'accueil permettant d'en connaître les effets. Parmi les premiers, on distingue les tests basés : 1. sur les opinions exprimées, 2. sur le comportement des masses de consommateurs prospectés, 3. sur le comportement individuel des consommateurs possibles, 4. sur les *check-lists* ou listes de vérification, dont l'usage ne constitue pas un test, mais qui sont « une énumération des facteurs considérés comme importants dans le succès d'une réalisation publicitaire, et qui doit aider l'annonceur à vérifier si rien d'essentiel n'a été omis ». Parmi les seconds : les tests basés sur l'observation d'attitudes, ceux basés sur la mémoire

et les mesures basées sur le comportement des prospectés et les résultats effectifs.

Si les deux premières parties, et surtout la deuxième, ont un caractère très technique, la troisième partie de cet ouvrage, qui traite de l'application pratique des techniques aux problèmes publicitaires, est plus facile et agréable à lire. L'auteur nous y parle de la portée d'une action publicitaire : appréciation numérique et qualitative du public atteint, le contact du médium (support) avec « son » public, et de l'efficacité d'une action publicitaire, dont les quatre objectifs sont : 1. éveiller l'attention, 2. retenir le prospecté, 3. produire des impressions durables, 4. donner l'impulsion à l'achat.

Dans des considérations finales, M. Austern est amené aux constatations suivantes : en Europe, le public ignore presque tout ce qui concerne les enquêtes sociologiques et économiques, ainsi que les sondages de l'opinion publique ; quant aux instituts européens qui pratiquent l'étude du marché, ils sont largement tributaires des techniques américaines en matière d'*Advertising Research*, mais n'en font qu'un usage assez restreint et pas toujours adéquat. Aussi l'auteur préconise-t-il une familiarisation du public avec les méthodes américaines, ainsi qu'une adaptation de ces méthodes aux besoins européens, afin de mieux satisfaire une clientèle désireuse — comme partout ailleurs — de connaître les résultats de ses efforts en matière de publicité.

En conclusion, l'auteur remarque qu'aux Etats-Unis la psychologie publicitaire est indissolublement liée à l'*Advertising Research*, et il voit là une des principales différences entre les procédés américains et européens : « La psychologie publicitaire du vieux continent, dit-il, nous semble sclérosée, étouffée sous les dogmes insuffisamment vérifiés — peu conforme à la méthode sociologique au sens de Durkheim. On a trop tendance à admettre chez nous que le public, le consommateur individuel ou le prospecté réagit dans tel sens, parce qu'il est « logique » qu'il réagisse ainsi — sans avoir jamais fait l'effort de vérifier, de chiffrer ces attitudes individuelles ou collectives. »

A la question concernant les possibilités d'application des techniques américaines en Europe, M. Austern admet que le public européen est plus réfractaire à la publicité que l'américain. Mais il en attribue la faute pour une grande partie à la pauvreté d'inspiration de beaucoup de réalisations et à l'indifférence des milieux intéressés pour connaître les goûts et réactions du public. D'ailleurs, ces milieux ne s'entendent pas, et c'est uniquement au prix d'une entente qu'une action constructive dans le domaine de la publicité peut être entreprise.

Cet ouvrage, conçu, d'une part, pour documenter le public européen sur les techniques américaines concernant la mesure de l'efficacité publicitaire et leurs applications, et, d'autre part, pour suggérer aux milieux intéressés leur emploi, afin d'organiser d'une façon rationnelle toute la branche publicitaire, où « l'amateurisme et l'empirisme des procédés ont déjà coûté assez de millions », est à ce titre très instructif.

Ecrite dans un style clair et concis, malgré la technicité du sujet traité, cette étude approfondie d'un problème de la plus vive actualité ne laissera pas d'intéresser, de ce fait, aussi bien le profane que le technicien.

MANUEL MARTIN, WALTER BECKER.

La Bourse¹

L'auteur, M. Pierre de Saint-Vittore, prend la peine de nous avertir, dans son « avant-propos », que ses analyses et conclusions sont originales, parce qu'elles ne tiennent pas compte de l'orthodoxie doctrinaire !

La première partie est consacrée à l'histoire de la bourse, du xvi^e siècle au mois de juin 1958, et concerne plus spécialement les bourses françaises.

Dans la deuxième partie, intitulée « technique », l'auteur nous donne son avis sur l'utilité de la bourse et de la spéculation, puis sur les intermédiaires et leurs fonctions. Il nous décrit les diverses valeurs mobilières, nous explique ensuite comment la bourse peut être manipulée et après quelques remarques sur les sociétés holding et les émissions d'actions nouvelles, parle enfin des opérations de bourse elles-mêmes. Il termine cette partie en discourant sur la monnaie.

L'auteur aborde dans une troisième partie la théorie des « cycle économiques » qui sont pour lui indubitablement dus à la surproduction.

M. de Saint-Vittore tire ses conclusions dans une quatrième partie en conseillant aux spéculateurs de croire dans l'« inexorabilité du cycle économique » et de tout vendre car la baisse va commencer incessamment pour aboutir à l'effondrement complet !

Cet ouvrage pêche par son manque d'objectivité. Dans la première partie il s'agit davantage de « visions » très personnelles — le mot est de l'auteur que d'un exposé historique rigoureux. M. de Saint-Vittore vante avec un peu trop d'enthousiasme la bourse elle-même et manifeste une excessive mansuétude à l'égard des fauteurs de krachs. Il fait preuve d'une ambition exagérée en voulant traiter de sujets aussi complexes et différents les uns des autres, allant des opérations de bourse à la monnaie et aux crises économiques, sans parler des papiers-valeurs et des sociétés holding. Il aurait dû se restreindre aux problèmes purement boursiers qui paraissent être sa spécialité et sur lesquels il a quelque chose à dire.

HENRI LEUZINGER.

La demande d'automobiles en France²

Le sujet de ce livre semble restreint : l'étude de la demande d'un bien, parmi tant d'autres. Mais chacun sait combien grande est la place que tient la production automobile dans l'économie de certains pays occidentaux : France, Allemagne, etc. L'importance de cette branche de la production et les conséquences graves de ses crises ont été particulièrement mises en lumière, l'an passé, aux Etats-Unis.

¹ PIERRE DE SAINT-VITTORE : *La Bourse : histoire, technique, tendances, conclusions et conseils*. Ed. Pierre Villardi. Marseille, 1958, 240 p.

² JANINE MORICE : *La demande d'automobiles en France : théorie, histoire, répartition géographique, prévisions*. Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques. Ed. Armand Colin, Paris.

L'ouvrage de Janine Morice est donc un guide précieux. Résultat de minutieuses et longues recherches, enrichi de nombreuses statistiques, il va permettre aux fabricants d'automobiles et d'accessoires ainsi qu'aux distributeurs de mener une lutte efficace en cas de récession et d'adapter rationnellement leur appareil de production à la demande.

Mlle Morice n'est cependant pas la première à avoir traité la question. Les économistes américains ont ouvert la voie dans ce domaine. Citons notamment *The Dynamics of Automobile Demand*, remarquable étude publiée en 1939 par la General Motors Corporation. Laissons pourtant à l'auteur le mérite d'être parmi les premiers à avoir étudié le problème sur le plan français, c'est-à-dire sur un plan qui nous est beaucoup plus proche.

Les mérites de l'auteur sont grands, car le travail n'a pas été aisé. Les données faisaient souvent défaut, si bien qu'il a fallu parfois reconstituer un tout en partant d'éléments isolés. Comme le dit spirituellement M. Jeanneney dans sa préface, le travail de Mlle Morice ressemble à celui de Cuvier, qui reconstruisait le squelette d'un animal préhistorique en partant d'un os fossile. Donc, travail délicat, qui ne pouvait être mené à bien que par une personne douée d'une rigoureuse logique et d'une grande finesse de raisonnement. Le fait que Mlle Morice possède l'une et l'autre de ces qualités ne contribue pas peu au succès de l'œuvre.

Après avoir défini, dans un premier chapitre, les caractères essentiels de l'automobile (bien de consommation durable, bien de demi-luxe, etc.), l'auteur examine, dans une seconde partie, la réaction de la demande de ce bien aux variations dans le temps de différents facteurs : revenu, prix, etc.

Cette étude est précieuse, car elle porte sur un bien de consommation durable, c'est-à-dire sur un produit qui se range, de par sa destination, dans la catégorie des biens de consommation, tandis que sa durabilité le rapproche des biens d'investissement.

Le caractère hybride de ce bien fait que sa demande ne réagit pas de la même façon aux variations du revenu ou des prix que s'il s'agissait de produits de consommation immédiate ou de biens d'investissement. L'auteur dit avec raison que l'on ne saurait transposer simplement les résultats des analyses classiques de ces deux dernières catégories à celle de l'automobile. Jusqu'à présent, peu de chercheurs s'étaient préoccupés de cette question. L'ouvrage de Mlle Morice est donc un apport important à l'économie politique.

Tandis que le chapitre II est consacré à l'étude du problème au niveau de la nation, le chapitre III, lui, traite la question au niveau du département. Pourquoi ce changement ? Parce que l'étude de la demande à l'échelon national ne permet de mettre en lumière que les réactions moyennes de l'ensemble des consommateurs. Ceci fausse l'influence de certains facteurs qui ne jouent que dans certains départements. C'est pourquoi l'analyse temporelle à l'échelon national doit être complétée par une analyse spatiale à l'échelon régional.

Disons encore que les statistiques départementales sont plus nombreuses que les statistiques nationales. C'est ce qui a sans doute conduit l'auteur, outre son souci d'objectivité, à faire ce changement.

Le chapitre III est le plus intéressant de ce livre, et le plus accessible au lecteur qui ne possède pas de profondes connaissances économiques. La

subdivision consacrée aux relations entre la demande d'automobiles d'une part et le nombre des divorces, le nombre d'enfants par ménage, l'épargne ou les logements d'autre part, intéressera chacun. Le passionné de sociologie trouvera là de surprenantes corrélations qui n'avaient guère été mises en lumière jusqu'alors.

Les autres chapitres sont peut-être d'une approche plus difficile, mais n'en méritent pas moins qu'on leur consacre une attention soutenue, car ils fournissent des données utiles à quiconque s'intéresse au domaine de la fabrication et de la distribution de l'automobile.

Pour qui sait tirer des leçons du passé et du présent, il y a, dans cet ouvrage, tous les éléments nécessaires à une vision réaliste de l'avenir.

JEAN-PIERRE MARTIN.

Le problème de la liquidité dans une entreprise ¹

Le numéro de novembre 1958 du bulletin de la Banque Populaire Suisse présente une étude de M. Emile Duperrex, docteur en droit et directeur adjoint à Genève, sur le problème de la liquidité dans l'entreprise, étude d'autant plus intéressante et utile que les ouvrages traitant dogmatiquement de la liquidité n'en donnent qu'une notion assez vague et plus ou moins extensible.

Après avoir passé en revue les divers types et degrés de liquidité, M. Duperrex relève que la liquidité optimum est celle qui est bien proportionnée pour assurer la meilleure rentabilité de l'entreprise, en d'autres termes celle où les rentrées d'argent s'équilibrent avec les sorties. Pour les industriels comme pour les commerçants ou les banquiers, il importe que capital propre et capital étranger soient dans une juste relation entre eux et avec les engagements, en même temps qu'adaptés à la production, respectivement au rendement.

La liquidité est avant tout un problème de *prévision*, portant sur les dépenses et les recettes futures et permettant au chef d'entreprise d'établir un budget des paiements et de prendre en temps utile les dispositions voulues pour parer à des difficultés éventuelles de trésorerie. Les prévisions ne sont pas immuables, mais sujettes à des modifications parfois très rapides. Le problème de la liquidité est quasi quotidien. Il n'existe cependant pas un problème-type de liquidité, mais bien autant de problèmes que de branches commerciales et industrielles, dans chacune desquelles les fluctuations de la liquidité sont influencées en outre par des facteurs très variables. Des exemples, tirés de quelques professions — garagistes-vendeurs d'autos, combustibles, entrepreneurs de travaux publics et du bâtiment, bonneterie, industrie de la chaussure — illustrent fort bien la diversité du problème de la liquidité.

L'auteur passe ensuite à la question de la mesure de la liquidité, celle-ci étant, relève-t-il, un rapport entre les besoins en capitaux et la couverture de

¹ E. DUPERRERX : « Le problème de la liquidité dans une entreprise », *Informations*, novembre 1958 (publication de la Banque Populaire Suisse).

ces besoins. La théorie la plus moderne de la gestion de l'entreprise connaît l'usage des « ratios » qui ne sont en fait que des rapports entre certains éléments comptables, choisis de telle manière que leur rapprochement fasse apparaître les particularités de la situation d'une entreprise. Il existe des « ratios » de structure, parmi lesquels on trouve précisément le « ratio de liquidité », ainsi que des « ratios d'activité et de rentabilité ». Il n'a pas été trouvé jusqu'à présent un critère satisfaisant pour déterminer le « ratio de liquidité », qui se définit comme le rapport entre les actifs disponibles et réalisables rapidement ou à court terme et le passif à court terme. Il est vrai qu'il existe pour le moment des ratios-types ou ratios de référence aux Etats-Unis ; des organismes spécialisés ont en effet établi des ratios moyens par branches économiques. L'Europe est en retard dans ce domaine, de tels travaux n'ayant pu être réalisés que dans quelques secteurs et leurs résultats étant souvent sujets à caution en raison de la fragilité des documents sur lesquels ils ont été établis et du petit nombre d'entreprises recensées. La méthode des ratios est encore imparfaite et on ne saurait accorder qu'une valeur relative aux « ratios » dits de liquidité.

L'auteur termine son étude en énumérant les mesures propres à parer, soit dans l'immédiat, soit à longue échéance, à une liquidité insuffisante ; certaines d'entre elles sont de nature à affecter profondément la substance de l'entreprise et à provoquer son affaiblissement. L'auteur cite, parmi les mesures qui ne présentent pas ces inconvénients, la « mobilisation » des débiteurs et le recours au crédit bancaire.

JEAN-PIERRE GOLAY.

La population de Crulai, paroisse normande¹

La collection des cahiers de « Travaux et Documents » de l'Institut national d'études démographiques vient de s'enrichir d'un nouvel ouvrage : *La population de Crulai, paroisse normande*.

Cette étude se voulait être — à travers la passivité et la monotonie des registres paroissiaux — une expérience en démographie rurale de l'ancienne France du xvii^e et du xviii^e siècle. Le résultat en est un réel succès.

Publié en collaboration par Etienne Gautier et Louis Henri, ce travail de 269 pages nous plonge dans l'histoire démographique d'un village normand. A Etienne Gautier est revenu le fastidieux travail de dépouillement des registres paroissiaux et la rédaction des listes de familles, sur lesquelles Louis Henri² a basé ses recherches et son étude. Il en découle une foule de renseignements précieux et de la plus haute importance. Comme il n'est guère possible de reprendre ici tous les enseignements point par point, arrêtons-nous à quelques aspects qui méritent une mention particulière.

¹ ETIENNE GAUTIER et LOUIS HENRI : *La population de Crulai, paroisse normande : étude historique*. Préface de A. Sauvy. Travaux et documents, cahier n° 33. Publication de l'INED, Presses universitaires de France, 1958, 269 p.

² LOUIS HENRI est l'auteur du cahier n° 26 : *Les anciennes familles genevoises*, études démographiques, xvi^e-xix^e siècle. INED, Presses universitaires de France.

Dans l'évolution de la population (naissances, mariages, décès au cours du xvii^e et du xviii^e siècle, chapitre IV), les auteurs confirment une fois de plus que la baisse de la natalité, phénomène français, date bien de la fin de l'ancien régime, s'accompagnant d'une limitation de la fécondité légitime. Quant à la mortalité, peu d'éléments nouveaux : elle reste sensible aux conditions économiques et aux épidémies.

Sur la nuptialité, quelques points particuliers sont intéressants : l'âge au mariage, qui trouve sa place sur le prolongement des courbes calculées par Landry (*Traité de démographie*), la fréquence des remariages, ainsi qu'un certain nombre de données sur le célibat féminin.

Les chapitres sur la fécondité (VI) et sur la famille (VII) viennent enrichir les quelques études parallèles faites en d'autres lieux, et rendent ainsi possible la comparaison de phénomènes mal connus dans les temps passés. La période choisie pour l'étude de la fécondité à Crulai est d'environ soixante-dix années (divisée en deux périodes). Elle donne pour ce milieu rural un certain nombre de conclusions qui méritent un rapprochement avec celles formulées dans diverses études réalisées, par exemple, sur les anciennes familles genevoises. La fécondité des jeunes femmes au-dessous de 20 ans est plus faible que celle des autres groupes d'âge allant de 21 à 30 ans. La ressemblance est encore plus marquée entre le village normand de Crulai et les milieux ruraux de l'Inde, étudiés par Sovani et Kumudini¹. La baisse de la fécondité avec l'âge de la femme est due en partie à la progression avec l'âge de la stérilité définitive (p. 121). Cette dernière n'atteint pas 40 % à 40 ans. Pour L. H., il ressort que le nombre d'enfants nés d'une femme de 30 ans, après 5 années de vie conjugale, varie en moyenne de 2 à 3 enfants. De 30 à 34 ans, le nombre est de 2. Pour les groupes d'âges qui viennent ensuite, la courbe descend nettement vers zéro. Sur les 297 unions retenues pour l'étude de la famille, L. H. donne une série de renseignements statistiques et de graphiques intéressants sur l'espacement des naissances. Dans la famille de Crulai, l'intervalle entre accouchements tend à croître en moyenne avec le rang de l'accouchement, se différenciant ainsi des familles canadiennes ou genevoises.

Dans les pages consacrées à la mortalité (chap. VIII), les auteurs ont abordé le problème de la mortalité infantile sous divers angles. L. H., après avoir calculé le taux de mortalité infantile pour les années 1688-1719 (236 ‰, confirmant les tables de Duvillard sur l'ancien régime), tente de vérifier la loi de Bourgeois-Pichat sur la mortalité endogène et exogène ; malgré de nombreux écueils inhérents à l'étude normande (disparition de certaines maladies et incertitudes quant à l'origine des causes de décès au cours du premier mois), il s'avère qu'elle est un précieux outil de recherches. Dans ce chapitre, il est cependant regrettable que les auteurs n'aient pu souligner si une relation existait entre la mortalité des femmes et le nombre d'enfants qu'elles mirent au monde.

Si de nombreux renseignements économiques, sociaux et culturels, illustrent et complètent cette étude, il en est un qui mérite d'être retenu : les enfants en

¹ Voir l'étude de N. V. SOVANI et KUMUDINI : *Fertility Survey of Nasik, Kolaba and Satara*. Gohbale of politics and economics, 1955 (n° 31).

nourrice à Crulai. Venant pour la majeure partie de Paris et de sa banlieue, ces enfants sont une source d'informations sur les origines sociales des parents, petits bourgeois ou artisans dans la plupart des cas (p. 67).

En nous livrant cette étude, E. G. et L. H. démontrent d'une façon pertinente que l'exploitation des registres paroissiaux — une richesse démographique en friche — est d'un réel enrichissement pour la démographie, qui fait reculer de plus d'un siècle les frontières avec le passé. De nombreuses lacunes sont ainsi comblées. Il est à souhaiter que cet exemple soit suivi par de nombreux chercheurs, en France, et aussi en Suisse, où un grand nombre de communes rurales et urbaines disposent depuis des siècles, dans leurs archives, de registres précieux ¹.

A. FAVIÈRE.

L'économie minière de l'uranium ²

Quelle est la situation actuelle de l'industrie extractive de l'uranium ? Quelles sont ses perspectives de développement ? Telles sont les questions traitées succinctement dans une courte mais excellente brochure, publiée par le Commissariat français à l'énergie atomique : *Economie minière de l'uranium*.

Le développement de la production d'uranium sur une grande échelle n'aurait pas été possible sans la mise au point de méthodes de concentration par voie chimique, nécessitant, à côté des mines, des usines importantes d'une technique nouvelle. Par « industrie extractive », on entend donc l'ensemble des activités qui concourent à l'élaboration du concentré chimique riche titrant 60 à 70 % d'uranium métal. L'importance du processus chimique dans l'économie de l'uranium ressort de ce que, pour le coût de production, les dépenses se répartissent environ par moitié entre la mine et l'usine.

Cette production se trouve insérée dans un cadre universellement dirigiste. Le développement de l'industrie extractive et la politique des prix dépendent de l'intervention des gouvernements. Ainsi, l'Atomic Energy Commission des Etats-Unis a encouragé au début la production nationale par l'achat des minerais tout-venant qu'elle faisait traiter à façon. Le prix de revient de ces

¹ On peut rapprocher l'étude ci-dessus de celle qui a été entreprise en 1950, pour la Fondation nationale des sciences politiques, par CHARLES BETTELHEIM et SUZANNE FRÈRE : *Une ville française moyenne : Auxerre en 1950. Etude de structure sociale et urbaine*. Les enseignements que l'on peut tirer de telles recherches sociologiques sont précieux, en particulier en ce qui concerne les conditions du développement régional. Les méthodes employées — sondages, enquêtes par questionnaire, dépouillement des archives — sont aussi du plus haut intérêt. En Suisse, une heureuse tentative dans ce sens a été faite par le Dr Ernst Felchlin, dans son ouvrage *Olten als Industriestandort*, paru en 1958 dans la série des *Staatswissenschaftliche Studien*. Il serait hautement désirable que dans le canton de Vaud de semblables recherches soient effectuées en relation avec les efforts de développement qui vont être nécessaires (Réd.).

² Commissariat à l'énergie atomique : *Economie minière de l'uranium*, Paris, 1958.

productions se situait autour de \$ 11 et \$ 12 par livre d' $U_3 O_8$ ¹. Cette politique a été abandonnée au profit de l'achat direct de concentrés, dont le prix est d'environ \$ 8 la livre d' $U_3 O_8$, prix valable pour des quantités limitées jusqu'en 1967.

Des accords anglo-canadiens ont été conclus au même prix de \$ 8 la livre pour la même période. Même si le marché devenait libre, il est peu probable que les prix s'abaissent au-dessous de ce niveau, du fait des coûts de production qui doivent tenir compte de gros amortissements. La création d'un marché libre de l'uranium au cours de ces prochaines années est néanmoins fort possible.

Qu'en est-il maintenant des perspectives ? Il faut remarquer que si, en Grande-Bretagne, les programmes de production d'énergie nucléaire destinés à combler le déficit énergétique toujours croissant se trouvent en voie de réalisation, dans d'autres pays, notamment dans ceux du groupe de l'Euratom, ces programmes ne sont encore qu'au stade de projet ou d'expérimentation. Aussi, les spécialistes estiment qu'on verra l'utilisation d'électricité d'origine nucléaire ne s'étendre sur une vaste échelle qu'à partir de 1965. La consommation d'uranium naturel à ce moment-là pourrait atteindre le chiffre de 40.000 à 50.000 t/an. en moyenne, 60.000 à 100.000 t/an. de 1970 à 1975, contre une production prévue pour 1960 de 32.000 t.

Mais il faut tenir compte des techniques nouvelles en voie de développement, telles que la surrégénération et la fusion, ainsi que de l'utilisation possible des déchets radioactifs. Il semble donc que l'équilibre de l'offre et de la demande doive être assuré pour la prochaine décennie ; on constate même un ralentissement dans l'effort de développement de l'industrie extractive d'uranium au Canada et aux Etats-Unis, à la suite de l'apparition des premiers signes d'une surproduction.

L'uranium s'est maintenant haussé au rang des grandes matières premières ; on lira avec profit la brochure du Commissariat qui présente avec compétence ce nouveau métal, premier de son espèce à servir de combustible.

J. COHEN.

ABC de l'inflation ²

L'ouvrage de M. Sédillot ne prétend point être une analyse détaillée de l'inflation, ni épuiser le sujet en moins de deux cents pages ; il s'agit bien plutôt d'un « survol » du phénomène, destiné à mettre en lumière ses reliefs les plus accusés. En fait, le but est parfaitement atteint : alliant ses talents de journaliste, d'historien et d'économiste, l'auteur, rédacteur en chef de la *Vie Française*,

¹ Selon l'*Economist* du 19 janvier 1957, p. 231, la South African Atomic Energy Authority paierait aux mines environ £ 4 par livre d'oxyde d'uranium.

² RENÉ SÉDILLOT : *ABC de l'inflation*, coll. Tribune Libre, Ed. Plon, Paris 1958, 176 p.

mène le plus profane à une compréhension raisonnable de la plus généralisée des maladies économiques du monde moderne, l'inflation, et cela dans une langue alerte et directe.

La première partie du livre consiste en une tentative d'explication et de définition de l'inflation. « Il y a inflation, écrit l'auteur, ou risque d'inflation, quand le volume de la monnaie augmente plus que le volume des biens consommables ; soit que le premier se gonfle, soit que le second se contracte ; soit que la monnaie circule plus vite, soit que la production à l'usage intérieur se ralentisse » (p. 10). Si l'opinion publique avait déjà cette vision simplifiée du problème, il est probable que nombre de malentendus se dissiperaient et que la lutte contre la dépréciation de la monnaie serait plus aisée. Par la suite, M. Sédillot complète sa pensée en soulignant qu'il n'y a pas que la masse monétaire qui doive être prise en considération, mais surtout le volume des revenus et les facteurs psychologiques, lesquels donnent à l'inflation son caractère cumulatif. « Plus encore qu'un fait monétaire », écrit-il, l'inflation « est la croyance à ce fait » (p. 11).

La seconde partie présente une rétrospective des nombreuses expériences d'inflation ; la nature des choses change peu au cours des siècles, puisque déjà, dans des temps reculés, des monnaies-coquillage ont péri d'un accroissement excessif de leur quantité ; tel est le cas du Cauri des îles Maldives, qui fut l'égal d'une de nos grandes monnaies internationales. Puis on passe à l'inflation de l'or espagnol — qui n'est pas sans avoir eu des conséquences positives par le stimulant qu'elle a donné à l'industrialisation de l'Europe — et aux inflations encore plus aisées des monnaies de papier, dont l'initiative reviendrait à la lointaine Chine. De l'épopée du « Système de Law » et des assignats, M. Sédillot nous transporte allégrement aux époques les plus récentes : commencements douloureux du dollar, vicissitudes du mark et du rouble, tragédies du pengoe hongrois et de la drachme grecque (en 1944, la réforme monétaire en Grèce s'est faite sur la base d'une drachme nouvelle pour cinquante milliards de drachmes anciennes !). Le *xx^e* siècle a été celui de l'effacement des fonctions traditionnelles de la monnaie, en particulier de ses fonctions de mesure des valeurs et de moyen d'épargne. En revanche, la monnaie est devenue une technique d'imposition, un substitut à la fiscalité, un instrument de dirigisme économique, agissant sur la production, la consommation et la répartition du revenu national. Plus ou moins acceptée ou désirée, l'inflation a cependant suscité « partout les mêmes victimes et les mêmes profiteurs ».

Dans la troisième partie, M. Sédillot expose les diverses attitudes des hommes face à l'inflation. Réactions des économistes d'abord, divisés en « inflationnistes » ou « déflationnistes » ; parmi les premiers, Keynes est quelque peu malmené ; or, l'auteur de la « Théorie générale » n'a-t-il pas été l'un des principaux ordonnateurs de l'économie de guerre britannique, qui a su si remarquablement contenir les développements inflationnistes ? Réactions du public aussi, qui cherche surtout à se protéger de l'inflation ou à en tirer parti. Parmi les moyens de défense contre l'inflation, l'auteur ne se borne pas à énumérer les traditionnelles valeurs-refuge — or, biens réels, etc. — mais il réserve une large place à l'« indexation » ; avec celle-ci, dit-il, « ce n'est plus combattre l'inflation, c'est traiter avec elle » (p. 123). Certes, l'indexation,

basée sur les 213 articles, sur le cours de l'or ou des valeurs mobilières, sur le prix du charbon ou de l'électricité, a pu atténuer les revendications, aider au maintien d'une certaine paix sociale, et même encourager l'épargne ; mais son grave inconvénient, qui rend caducs tous ses avantages, est qu'elle a agi comme un accélérateur de l'inflation ; elle a contribué aussi à détériorer le climat social, d'une part parce qu'elle n'était pas généralisée et ne bénéficiait pas à tout le monde, d'autre part parce qu'elle incitait à fausser les indices et à manipuler les prix servant de référence. Au fait, si l'indexation avait été généralisée, elle n'aurait plus protégé personne ; en effet, « vouloir mettre la sécurité partout, c'est la mettre nulle part » (p. 127) ¹.

La dernière partie de l'ouvrage est une analyse du cas français. On la lira avec d'autant plus d'intérêt que la France essaie, à l'heure actuelle, de mettre un terme à trente ans d'inflation constante. Doit-on prendre pour une prophétie cette conclusion désabusée de M. Sédillot : « Pays des contrastes et des divergences, la France est partagée entre le goût de la sécurité et celui du risque, entre le désir de la continuité et celui du changement, entre l'appel de la monnaie stable et celui de l'inflation. Résultante de ces forces opposées, moyenne arithmétique de ces facteurs contraires, l'inflation lente répond au mieux, ou au moins mal, aux vœux secrets des Français d'aujourd'hui ! »

L'étude de M. Sédillot entre dans le cadre des œuvres de vulgarisation, mais dans le bon sens du terme ; non seulement le profane, mais aussi l'économiste chevronné, la liront avec plaisir et intérêt.

P. GOETSCHIN.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes : française, anglaise, espagnole.)

Publiée mensuellement par le Bureau International du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays ; des exposés documentaires, des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail ; enfin, une rubrique bibliographique.

Prix du numéro : Fr. 2.40 suisses, abonnement annuel : Fr. 24.— suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du B. I. T. sur demande adressée au Bureau International du Travail, Genève.

¹ Voir à ce sujet : M^e ROGER-ADOLPHE LACAN : « Quel est le sort des clauses d'indexation ? », *Le Monde*, 1^{er}-2 février 1959.

Nous avons reçus les ouvrages suivants sur lesquels un compte rendu paraîtra dans un de nos prochains numéros :

- BARRÈRE ALAIN : *Politique financière*. Ed. Dalloz, Paris 1958, 595 p.
- BETTELHEIM CH. : *Nouveaux Aspects de la Théorie de l'Emploi*. Ed. Centre de documentation universitaire, Paris 1952, 81 p.
- BOLLE DE BAL MARCEL : *Relations humaines et Relations industrielles*. Ed. Institut Solvay, Bruxelles 1958, 146 p.
- BOSON MARCEL : *La Pensée et l'Action coopératives des « Socialistes chrétiens » en Angleterre*. Ed. U.S.C., Bâle 1957, 166 p.
- COLOMBAT ARMAND : *Misère de l'économie politique*. Ed. Marcel Rivière, Paris 1958, 220 p.
- CONQUET A. : *Lisez mieux et plus vite*. Ed. Centre de recherches et d'information pédagogiques, Paris 1958, 48 p.
- EHRMANN W. HENRY : *Interest Groups on four Continents*. Univ. of Pittsburgh Press, Pittsburgh 1958, 316 p.
- FELCHLIN ERNST : *Olten als Industriestandort*. Polygr. Verlag A.-G., Zurich 1958, 135 p.
- GAUTIER ETIENNE, HENRY LOUIS : *La Population de Crulai, Paroisse normande*. Ed. Presses universitaires de France, Paris 1958, 269 p.
- JEANNENEY J.-M., BARRE R., FLAMANT M., PERROT M. : *Documents économiques*. 2 tomes. Ed. Presses universitaires de France, Paris 1958, 474 et 407 p.
- KAWAN LOUIS : *La Nouvelle Organisation du Commerce extérieur soviétique*. Ed. Centre national pour l'étude des pays à régime communiste, Bruxelles 1958, 317 p.
- KNESCHAUREK FRANCESCO : *Die nationale Buchhaltung*. Polygr. Verlag A.-G., Zurich 1958, 212 p.
- LAUDRAIN MICHEL : *Le Prix du Pétrole brut et Structure du Marché*. Ed. Génin, Paris 1958, 339 p.
- MAGAUD CHARLES : *L'Economie mondiale et la Nation*. Ed. S.E.D.E.S., Paris 1954, 334 p.
- MARSAL MAURICE : *L'Autorité*. Coll. « Que sais-je ». Ed. Presses universitaires de France, Paris 1958, 124 p.
- MARTIN WILLIAM : *Histoire de la Suisse*. Ed. Payot, Lausanne 1959, 362 p.
- SAINT-VITTORE PIERRE DE : *La Bourse : Histoire - Tendances - Conclusions et Conseils*. Ed. Pierre Villardi, Marseille 1958, 238 p.
- SEDILLOT RENÉ : *A.B.C. de l'Inflation*. Ed. Plon, Paris 1958, 176 p.
- SEYID MUHAMMAD V.-A. : *The legal Framework of World Trade*. Ed. H. Stevens and Sons, Londres 1958, 348 p.

- TINBERGEN JAN : *L'Econométrie*. Ed. A. Colin, Paris 1954, 208 p.
- VUARIDEL ROGER : *La Demande des Consommateurs. Epistémologie et Règles du Choix économique*. Ed. A. Colin, Paris 1958, 212 p.
- Economist : *Britain and Europe*. Londres 1957, 288 p.
- CHEVALIER LOUIS : *Le Choléra, la première Epidémie du XIX^e siècle*. Ed. Bibliothèque de la Révolution de 1848, La Roche-sur-Yon 1958, 188 p.
- Aussenwirtschaft : *Die europäische Freihandelszone muss kommen*. Polygr.-Verlag A.-G., Zurich 1958.

PUBLICATIONS :

- AGENCE EUROPÉENNE DE PRODUCTIVITÉ : *Enquête sur l'enseignement, la formation et le perfectionnement en matière commerciale*. Paris 1957, 133 p.
- CECA : *Articles sélectionnés*. 64 à 67, 1958.
- *Energie nucléaire*, bibliographie. 81 p., supplément 23 p., 1958.
 - *Bibliographie relative à la mobilité interne et aux migrations internationales des travailleurs*. 1958, 373 p.
 - *Marché commun, zone de libre-échange, Euratom*. Bibliographie 1958, 148 p.
 - *Problèmes de la récession*. Bibliographie 1958, 41 p. Supplément 1, 74 p.
 - *Réadaptation et réemploi de la main-d'œuvre*. Luxembourg 1958, 162 p.
- COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE. — EURATOM : *Déclaration faite par M. Walter Hallstein, président de la Commission de la Communauté économique européenne devant l'Assemblée parlementaire européenne*. 38 p.
- *Erster Gesamtbericht über die Tätigkeit der Gemeinschaft* (Januar 1958 - September 1958). Bruxelles 1958, 88 p.
 - *Exposé sur la situation sociale dans la Communauté*. 1958, 129 p.
 - *Premier rapport général sur l'activité de la Communauté* (1^{er} janvier 1958 - 17 septembre 1958). 156 p.
 - *Report on the position of nuclear industries in the Community*. Luxembourg 1958, 168 p.
- CONSEIL D'ASSOCIATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LA HAUTE AUTORITÉ DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER : *Deuxième rapport annuel, 1^{er} janvier - 31 décembre 1957*. 1958, 29 p.
- FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL : *Enlargement of Fund Resources through Increases in Quotas*. Washington 1958, 28 p.
- OFFICE SUISSE DU TOURISME : *Enseignement universitaire en Suisse*. Zurich 1958, 32 p.
- UNESCO : *Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur. Administration publique*. Paris 1958, 203 p.

- O. N. U. : *Amélioration de la souplesse de l'industrie du gaz*. Genève 1958.
- *Bulletin trimestriel de statistiques de l'énergie électrique pour l'Europe*. Vol. 3, N° 2, Genève 1958, 12 p.
- *Le logement en Europe - Tendances et politique en 1957*. Genève 1958, 81 p.
- *Mécanisation de l'agriculture - Récolte et entreposage du maïs en grain*. Genève 1958, 64 p.
- *Statistique des prix du bois 1958*. Genève 1959.
- *Yearbook of international Trade statistics 1956*. Tome 1, 629 p. ; tome 2, 155 p. New York 1957.
- *Commission économique pour l'Europe. Rapport annuel. Supplément 3*. New York 1958, 68 p.

Le problème de la croissance dans les pays sous-développés est au premier plan des préoccupations actuelles; la Revue aura prochainement l'occasion de l'aborder; en attendant, nous signalons comme documents de base les ouvrages suivants, sur lesquels nous reviendrons : *Rapport sur la situation sociale dans le monde*, Nations Unies, 1957 ; G. MYRDAL : *Une Economie internationale*, P. U. F., 1958 ; TIBOR MENDE : *Entre la Peur et l'Espoir*, Ed. du Seuil, 1956 ; ALFRED SAUVY : *De Malthus à Mao Tsé-Toung*, Denoël, 1958 ; GEORGES BALANDIER : *Le Tiers Monde - Sous-développement et Développement*, P. U. F., 1956 ; E. E. PAPANICOLAOU : *Théorie et Pratique du Développement économique*, Pichon et Durand-Auzias, 1958 ; L. J. LEBRET : *Suicide ou Survie de l'Occident*, Ed. Ouvrières, 1958 ; GATT : *L'Evolution du Commerce international*, octobre 1958.

* * *

ARTICLES SÉLECTIONNÉS ET INFORMATIONS DIVERSES

- H. HOMBERGER : « Les conditions économiques nécessaires à l'adhésion de la Suisse à une zone européenne de libre-échange ». *Journal des Associations patronales*, 5 décembre 1958.
- H. SCHAFFNER : « La Suisse et les discussions sur l'intégration européenne ». *Journal des Associations patronales*, 12 décembre 1958.
- G.-F. BAUER : « L'industrie horlogère suisse ». *Bulletin de documentation économique*, novembre 1958.
- O. EMMINGER : « Les aspects monétaires du Marché commun ». *Bulletin d'information et de documentation de la Banque nationale de Belgique*, août 1958.
- O. ZIPFEL : « La Suisse et l'énergie atomique ». *Bulletin technique de la Suisse romande*, 17 janvier 1959.
- A. BERTHOUD : « Le système fiscal suisse ». *Revue économique franco-suisse*, n° 5, 1958.
- J. MOERI : « Action syndicale pour l'amélioration des conditions de travail ». *Revue syndicale suisse*, janvier 1959.
- K. BORCH : « La productivité et la dimension des entreprises ». *Revue de la mesure de la productivité*, février 1958.
- F. OULÈS : « Les Etats-Unis face à la récession et l'inflation ». *Les Etudes américaines*, Cahier LXV, 1958.
- H. D'HÉROUVILLE : « Réflexions sur la croissance ». *Etudes et Conjoncture*, novembre 1958.

- R. DE CAE : « La politique des entreprises pour la formation de leurs dirigeants ». *Fondation Industrie-Université*, Bruxelles 1958.
- P. HUNT : « Quelques pensées sur la formation des cadres ». *Productivité européenne*, septembre-octobre 1958.
- C. LEDUC : « Le destin de la zone franc ». *Banque*, décembre 1958.
- BNCI : « L'expansion économique du Canada ». *Bulletin d'information économique de la BNCI*, Paris, octobre 1958.
- FONDATION INDUSTRIE-UNIVERSITÉ : « La formation post universitaire à la gestion des entreprises en Belgique », décembre 1956.
- KREDIETBANK : « La Belgique et l'énergie nucléaire ». *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, 24 janvier 1959.
- UBS : « L'économie italienne », octobre 1958.

Deux nouveaux périodiques viennent de paraître : *Les Cahiers économiques de Bruxelles*, publiés par le Département d'économie appliquée de l'Université libre de Bruxelles, et *Business History*, publié par le Business Archives Council de Londres. Le premier contient entre autres deux remarquables études, l'une intitulée « Dix années de comptabilité nationale, 1948-1957 » et l'autre « La Belgique à l'aube du Marché commun ». Quant à *Business History*, son propos est de développer les recherches historiques sur l'entreprise. Nous formulons nos meilleurs vœux pour le succès de ces deux publications.

REVUES ET PÉRIODIQUES

En plus des périodiques mentionnés dans notre numéro d'octobre 1958 (p. 343), nous tenons à la disposition de nos membres les publications suivantes :

- Aussenpolitik*, Stuttgart.
- Bancaria*, Rome.
- Banque*, Paris.
- Barclays Bank Review*, Londres.
- Bulletin analytique de documentation politique, économique et sociale contemporain*, Paris.
- Bulletin annuel de statistiques de transports européens*, Nations Unies, Genève.
- Bulletin de la Banque cantonale vaudoise*, Lausanne.
- Bulletin de la Banque cantonale de Zurich*, Zurich.
- Bulletin du Commerce international*, GATT, Genève.
- Bulletin du Crédit suisse*, Zurich.
- Bulletin de documentation économique*, Genève.
- Bulletin économique pour l'Europe*, Nations Unies, Genève.
- Bulletin financier suisse*, Lausanne.
- Bulletin immobilier suisse*, Lausanne.
- Bulletin d'information du Délégué aux possibilités de travail et à la défense nationale économique*, Berne.
- Bulletin d'information économique*, BNCI, Paris.
- Bulletin international des sciences sociales*, UNESCO, Paris.
- Bulletin mensuel de la Banque nationale suisse*, Berne.
- Bulletin mensuel d'information*, CECA, Luxembourg.
- Bulletin mensuel du Centre d'études et de documentation sociales de la Province de Liège*, Liège.
- Bulletin officiel de la Chambre de commerce belgo-luxembourgeoise en Suisse*, Lausanne.

- Bulletin patronal*, Lausanne.
Bulletin de la Société de banque suisse, Bâle.
Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe, Nations Unies, Genève.
Büro und Verkauf, Zurich.
Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles.
Commerce franco-suisse, Genève.
Le Coopérateur suisse, Bâle.
Le Courrier, Lausanne.
Le Creuset - La voix des cadres, Paris.
Documentation économique, Centre national de la recherche scientifique, Paris.
Economie et humanisme, Caluire.
Economia Internazionale, Gênes.
Etudes et conjoncture, Paris.
Giornale degli economisti e annali di economia, Milan.
Industries atomiques, Genève, Paris.
Industrie et technique, Lausanne.
Informations économiques, OSEC, Lausanne.
Jeune patron, Paris.
Journal des Associations patronales, Zurich.
Journal of the Institute of Bankers, Londres.
Lloyds Bank Review, Londres.
La lutte syndicale, Berne.
Midland Bank Review, Londres.
National Provincial Bank Review, Londres.
L'Ordre professionnel, Genève.
Productivité européenne, AEP, Paris.
Revista de ciencias económicas, Buenos Aires.
Revue économique franco-suisse, Paris.
Revue libérale, Paris.
Revue de la mesure de la productivité, AEP, Paris.
Revue syndicale suisse, Berne.
Rivista internazionale di scienze sociali, Milan.
Schweizerische Raiffeisenbote, Olten.
Service romand d'informations agricoles, Vevey.
La Solidarité, Neuchâtel.
Statistiques et études financières, Ministère des Finances, Paris.
Statistiques du travail et de la sécurité sociale, Paris.
Studi economici, Naples.
Westminster Bank Review, Londres.

